

Base de données NATLEX – ISN 61723

Traduction préparée pour le Bureau international du Travail n'ayant pas de caractère officiel.
Effectuée uniquement à des fins d'information, elle ne saurait en aucun cas remplacer la
consultation du texte officiel concerné. Copyright © 2006 Organisation internationale du Travail

Loi n° 4688 du 25 juin 2001 sur les syndicats de fonctionnaires

[...]

Article 2

La présente loi s'applique aux agents publics qui, sans avoir le statut de travailleurs, sont employés dans les administrations à budget général, supplémentaire et spécial des services publics gérés par l'État ou d'autres personnes morales publiques, dans les entreprises d'économie publique des administrations spéciales des départements, des municipalités et des établissements qui leur sont rattachés, dans les banques et les entreprises fondées en vertu de lois spéciales ou du pouvoir que leur confèrent des lois spéciales et les établissements qui leur sont rattachés.

Article 3

Dans l'application de la présente loi, les termes ci-après ont la signification suivante:

- a) Fonctionnaire: agents publics qui, sans avoir le statut de travailleurs, sont employés de façon permanente en qualité de cadres ayant terminé leur stage de candidature et de probation dans les institutions et établissements publics.
- b) Employeur public: institutions et établissements publics, ayant ou non le statut de personne morale, qui emploient des fonctionnaires.
- c) Représentant de l'employeur public: personnes habilitées à représenter les institutions et établissements publics et disposant de tous les pouvoirs d'expédition et d'administration, ainsi que leurs adjoints.
- d) Lieu de travail: lieux où fonctionnent les services publics.
- e) Institution: établissements constitués de lieux de travail, dont les tâches, compétences et responsabilités sont déterminées par les lois ou règlements sur les établissements et qui, du point de vue de la finalité et de la mise en œuvre de leur service, constituent des unités administratives autonomes.
- f) Syndicat: institutions ayant le statut de personne morale créées afin de défendre et promouvoir les droits et intérêts économiques, sociaux et professionnels des fonctionnaires.

g) Confédération: institutions de niveau supérieur ayant le statut de personne morale créées par la réunion d'au moins cinq syndicats fondés conformément à la présente loi dans différents secteurs du service public.

h) Négociation collective: négociation entre les syndicats et les hautes instances représentant les fonctionnaires et le Comité des Employeurs publics afin de traiter des coefficients et indices, traitements et rétributions, majorations et indemnités de toutes sortes, heures supplémentaires, frais de voyage, primes, allocations de logement, allocations de naissance, de décès et d'aide familiale, allocations pour soins médicaux et frais d'obsèques, aides alimentaires et vestimentaires, et autres aides destinées à augmenter l'efficacité.

i) Comité de conciliation: comité constitué pour résoudre les litiges survenus au cours de la négociation collective.

j) Protocole: document présentant l'accord auquel on est parvenu au terme de la négociation collective.

k) Président de la Haute Commission d'Arbitrage: président de l'institution constituée conformément à l'article 53 de la Loi n°2822 sur la convention collective, la grève et le lock-out.

[...]

Article 5

Les secteurs du service public pouvant fonder des syndicats sont les suivants:

1. Services de bureau, banque et assurance
2. Services de l'éducation, de l'enseignement et des sciences
3. Services de santé et services sociaux
4. Services de l'administration locale
5. Services de la presse, des publications et de la communication
6. Services de la culture et de l'art
7. Services des travaux publics, du bâtiment et services ruraux
8. Services des transports
9. Services de l'agriculture et des forêts
10. Services de l'énergie, de l'industrie et des mines
11. Services de la religion et des fondations pieuses.

Une directive élaborée par le ministère des Finances, le ministère du Travail et de la Sécurité sociale et la Présidence du personnel de l'État précisera à quels secteurs du service public seront rattachées les institutions.

[...]

Article 15

Les personnes suivantes ne peuvent ni être membres des syndicats créés conformément à la présente loi ni fonder des syndicats:

- a) les fonctionnaires employés au Secrétariat général de la Grande Assemblée nationale de Turquie, au Secrétariat général de la Présidence de la République ou au Secrétariat général du Conseil national de Sécurité,
- b) le président et les membres des organes supérieurs de justice, les juges, les procureurs et les personnes considérées comme faisant partie de cette profession,
- c) les directeurs, présidents, directeurs généraux des institutions et établissements visés par la présente loi, les chefs de service et leurs adjoints, les membres de conseil d'administration, les directeurs et présidents de comité des unités de contrôle des organisations centrales, les conseillers juridiques, les titulaires des postes les plus élevés des organisations de région, de province et de district, et les fonctionnaires ayant le même grade qu'eux ou un grade supérieur, les titulaires des plus hauts postes et leurs adjoints dans les lieux de travail où sont employés au moins cent fonctionnaires, les maires et leurs adjoints,
- d) le président et les membres du Conseil de l'Enseignement supérieur, le président et les membres du Comité de Contrôle de l'Enseignement supérieur, les recteurs des universités et des instituts supérieurs de technologie, les doyens des facultés, les directeurs des instituts et des hautes écoles et leurs adjoints,
- e) les chefs de l'administration des finances,
- f) les membres des Forces armées,
- g) les employés et fonctionnaires travaillant comme cadres au ministère de la Défense nationale ou dans les Forces armées turques (y compris le Commandement général de la Gendarmerie et le Commandement de la Sécurité du Littoral),
- h) les membres de l'Organisation nationale du Renseignement,
- i) les éléments du contrôle central des institutions et établissements visés par la présente loi,
- j) les membres des Services de Sécurité, ainsi que le personnel travaillant dans d'autres organisations de sécurité, et le personnel spécial de sécurité des institutions et établissements publics,
- k) les fonctionnaires employés dans les établissements d'exécution des peines.

[...]

Article 18

Les fonctionnaires ne peuvent pas faire l'objet d'un traitement distinct ou être licenciés en raison du fait qu'ils participent aux activités d'un syndicat ou d'une confédération prévues par la présente loi en dehors des heures de travail, ou durant les heures de travail avec l'autorisation de l'employeur.

L'employeur ne fera aucune différence entre les fonctionnaires en raison du fait qu'ils sont ou non membres d'un syndicat.

Les élus au bureau d'un syndicat ou d'une confédération sont considérés dans leur établissement comme étant en congé sans solde à compter du jour où ils sont élus et pendant toute la durée de leur mandat.

Les fonctions dans les organes d'un syndicat ou d'une confédération des candidats aux élections locales et générales sont suspendues pendant la durée des élections et prennent fin lorsqu'ils sont élus.

Des filiales d'un syndicat peuvent être créées quand elles ont au moins 500 membres. Sont considérés, sur décision du Conseil d'administration, comme étant en congé sans solde: un membre du bureau pour une filiale de 500 à 3 000 membres, deux membres du bureau pour une filiale de 3 001 à 5 000 membres, trois membres du bureau pour une filiale de 5 001 à 7 500 membres, quatre membres du bureau pour une filiale de 7 501 à 10 000 membres, cinq membres du bureau pour une filiale de 10 001 membres ou plus. Durant ces périodes les fonctionnaires continuent d'acquérir leurs points de retraite à condition qu'ils acceptent que les syndicats qui gèrent leurs cotisations retraite et leurs versements les envoient chaque mois à la Caisse des retraites de la République de Turquie.

Les élus au bureau d'une filiale qui ne sont pas considérés comme étant en congé sans solde continuent de remplir leurs fonctions dans leur institution publique.

Quand une personne considérée comme étant en congé sans solde est, pour une raison quelconque, démise de ses fonctions dans les organes d'un syndicat ou d'une confédération, l'employeur public est tenu de la nommer à son ancien poste ou à un poste équivalent, à condition qu'elle en ait fait la demande par écrit dans un délai d'un mois à compter du jour de cessation de ses fonctions. Ceux qui n'ont pas demandé à reprendre leurs fonctions dans un délai d'un mois sont considérés comme démissionnaires.

Si un fonctionnaire dépose une plainte auprès du tribunal pour suppression de poste, mise à la retraite arbitraire, licenciement ou d'autres raisons de ce type, il continue d'assumer ses fonctions au syndicat jusqu'au prononcé du jugement.

[...]

Article 28

La négociation collective couvre les coefficients et indices, traitements et rétributions, majorations et indemnités de toutes sortes, heures supplémentaires, frais de voyage, primes, allocations de logement, allocations de naissance, de décès et d'aide familiale, allocations pour soins médicaux et frais d'obsèques, aides alimentaires et vestimentaires, et autres aides destinées à augmenter l'efficacité et le rendement.

Article 29

Les parties à la négociation collective sont, d'une part, le Comité des Employeurs publics, qui représente les employeurs publics, et, d'autre part, les syndicats de fonctionnaires de tous les secteurs du service public, et les confédérations qui leur sont rattachées, qui représentent les fonctionnaires.

Le Comité des Employeurs publics, présidé par un ministre d'État nommé par le Premier ministre, est composé des fonctionnaires suivants:

- a) un sous-secrétaire d'État rattaché au Premier ministre
- b) un sous-secrétaire d'État du ministère des Finances
- c) un sous-secrétaire d'État du Trésor
- d) un sous-secrétaire d'État de l'Organisation du Plan
- e) le président de l'Institut national de la Statistique
- f) le président du Personnel de l'État
- g) le directeur général du Budget et du Contrôle financier au ministère des Finances
- h) le syndicat des employeurs publics.

Les syndicats de fonctionnaires habilités et les confédérations qui leur sont rattachées participent aux négociations avec un nombre de délégués égal à celui des membres du Comité des Employeurs publics.

Afin de faciliter et mener à bien les travaux de la négociation collective, les parties peuvent constituer des groupes de travail préalables composés d'un nombre égal de délégués.

[...]

Article 34

La convention collective doit être conclue au plus tard dans un délai de quinze jours. Si elle aboutit à un accord dans ledit délai, le protocole qui a été établi est signé par les parties.

Le protocole est soumis au Conseil des Ministres qui procède aux aménagements administratifs, exécutifs et législatifs appropriés. Le Conseil des Ministres effectue dans un délai de trois mois les aménagements administratifs et exécutifs appropriés et présente ses projets de loi à la Grande Assemblée nationale de Turquie.